

Le retour à la raison

« *La voix de la raison est basse* »

S. Freud

Sur le chemin qui l'a conduit à l'Élysée, Nicolas Sarkozy a tenu un langage clair qui explique son succès. Il fit un bilan sans concession de la politique conduite par une gauche revenue au pouvoir après une longue absence. Mais il dit aussi son inquiétude devant la complaisance dont elle avait bénéficié dans l'opinion. En effet, intellectuels, syndicats, médias, partis politiques de tout bord, les églises elles-mêmes avaient été gagnés par une idéologie d'inspiration culturelle et même vaguement mystique. D'où son attrait et la faiblesse de la contestation qu'elle avait rencontrée.

« **Changer la vie** »

Elle était née en 1968 quand une génération avait tourné le dos à la France laborieuse de ses pères. Parvenue aux affaires, elle entendait réaliser son rêve : libérer l'économie de la hantise du profit ; rendre au travail sa destination naturelle, le loisir, grâce à une retraite précoce ; donner à la culture sa place, la première. Bref, faire passer, selon la formule lyrique d'un responsable socialiste de l'époque, le pays de la nuit à la lumière.

Certes, le chômage sévissait. Mais Pierre Mauroy, puis Marine Aubry lui appliquèrent un remède d'une désarmante simplicité et de plus hautement moral : la vie active interrompue à soixante ans, la semaine de travail réduite à trente-cinq heures allaient offrir automatiquement du travail aux jeunes. La magie du *partage* ouvrirait la porte à une société détendue et donc heureuse. Cependant, cette séduisante perspective s'accompagnait d'une ombre qui aurait dû faire réfléchir. Ce fut l'indifférence de marbre que ses voisins opposèrent à ce brillant témoignage de l'intelligence française. Mais qu'importait ? Ne s'agissait-il pas de « changer la vie » ?

En réalité, cette initiative issue d'une arithmétique sommaire, car parfaitement abstraite, généra une injustice d'un type nouveau. Certes, les fils de bourgeois de 1968 avaient renié la vie besogneuse de leurs parents. Mais, trente ans

plus tard, à la veille d'une retraite précoce et qui, avec la durée de la vie, avait toute chance de s'allonger, ils demandèrent à leurs enfants d'en partager demain la charge. En apparence, cette disposition était conforme au beau principe de " *solidarité* ". Mais elle a porté un coup sévère à celui d'*égalité* entre les générations qui n'était pas moins cher à l'éthique républicaine.

L'ère du virtuel

En réalité, elle se révéla singulièrement imprudente. Il est vrai que la croissance économique où la France des années 60 s'était distinguée avait fait naître une illusion. Quand la richesse nationale augmente de 5% l'an, la rigueur comptable tend à fléchir. Gouverner n'est plus, comme le mot emprunté à la marine le voudrait, arbitrer entre les vents et les marées et finalement choisir un cap. C'est additionner, c'est-à-dire donner à l'un sans avoir à demander à l'autre. En cas de besoin, l'on recourt au virtuel, c'est-à-dire à l'emprunt. Or, contrairement à la règle de l'optique où l'objet qui s'éloigne échappe peu à peu à la vue, la dette, avec le temps et l'intérêt, s'aggrave. De plus, l'appel à l'argent d'autrui dans un monde où le chiffre devrait imposer clarté, rigueur et prudence constitue au plan technique et culturel un dévoiement inquiétant. L'avenir n'est plus fils de l'effort. Il se nourrit d'illusion. Avoir et devoir, apparence et réalité se confondent. L'Amérique en fait aujourd'hui la redoutable expérience.

Faut-il rappeler que Montesquieu voyait dans la démocratie une forme idéale de gouvernement parce qu'elle était lumière, vérité, connaissance de soi et donc école de vertu ?

Tel est le défi à la fois éthique et politique que la France de 2008 doit affronter. Au principe de *plaisir* qui selon Freud domine l'enfant que sa mère protège de la rigueur du monde, succède à l'adolescence le principe de *réalité* auquel le père et l'école doivent le préparer. A la tendresse, qui en bas âge, le rassure sur ce qu'il est se substitue l'éducation qui lui révèle ce qu'il vaut et demain vaudra.

Comment ne pas voir dans la dérive qui menace un système d'enseignement où le maître en appelle à la spontanéité de l'élève plus qu'à la discipline qui l'aiderait à grandir, dans l'exaltation des valeurs féminines destinées à le défendre contre une société victime de la rudesse masculine, dans la crainte qu'il éprouve devant un avenir incertain, la nostalgie d'une enfance heureuse dont le citoyen souffre d'être arraché ? Ainsi, s'oublie la leçon de la sagesse d'hier pour qui la vie se " gagnait ".

L'invasion des services

De fait, la situation économique et sociale de la France : persistance d'un chômage élevé, déséquilibre budgétaire lié au niveau des dépenses publiques supérieur de 5 points à la moyenne européenne, déficit commercial dû au décalage entre pouvoir d'achat et compétitivité couvert par les importations, charge alarmante des retraites, croissance médiocre, coût mal maîtrisé de la santé démontrent aujourd'hui que les remèdes - miracles administrés par la gauche et mollement dénoncés par la droite - ont été autant de drogues. Promise hier à la lumière, elle est aujourd'hui habitée par le doute et, tout particulièrement sa jeunesse, par la peur de l'avenir.

A quoi s'ajoute une mutation technologique, celle des services, qui en brouille la vue. Chez eux, la productivité, terme barbare qui désigne la relation entre travail et résultat est beaucoup moins claire et mesurable qu'elle ne l'était dans l'agriculture et l'industrie d'autrefois. L'intellectuel manieur de mots et de concepts, l'enseignant affronté à des élèves rétifs, le magistrat, le fonctionnaire, l'agent d'une entreprise publique, remplissent une mission dont la finalité relève autant du social que de l'économique. Ils n'affrontent pas une matière résistante comme l'étaient la terre à cultiver ou le métal à forger. Ils ont affaire à des individus aux comportements différents, multiples, variables, imprévisibles.

Pour pallier la marge d'incertitude qui les entoure, il y a heureusement l'Etat qui, avec la loi, rétablit l'uniformité et la stabilité qui leur manquent. Et il revient à ses agents de veiller à son respect.

Mais, en raison même de sa singularité et, disons-le, de sa noblesse, cette tâche qui déborde l'économie échappe largement à ses règles. Il reste que pour la nation elle a un prix. Or, son coût et son impact sont loin d'être systématiquement mesurés.

Comment dès lors s'étonner que dans un pays où les Pouvoirs publics entretiennent avec le citoyen des relations multiples et parfois concurrentes, ceux-ci consomment près de la moitié de la richesse nationale ? Certes, cette relation privilégiée se retrouve dans le privé où distribuer un produit peut coûter plus cher que le produire. Mais, à la différence de l'action publique, l'entreprise condamnée au résultat veille à ce que l'impondérable ne défie pas le mesurable.

* * *

*

Le contraste entre une tradition de bon sens et de raison dans une France que le travail et le respect de la terre avaient profondément marquée et l'exaltation d'un Etat, maître, guide, garant de la cohésion de la société civile, détenteur d'un droit tenu pour souverain a pris un tour si parfait qu'il est devenu redoutable. Il entraîne, en effet, entre deux conceptions de la raison une rivalité qui allait peser lourd dans la culture politique de l'Occident.

Le raisonnable et sa vertu

La première a sa traduction fidèle dans le terme « raisonnable ». Modeste, banal, familier, il repose sur la conviction qu'il existe dans le monde un ordre sur lequel l'homme est sans prise. C'est d'ailleurs pourquoi l'enfant doit apprendre à le respecter. Jusqu'à l'âge appelé justement « de raison », il est l'hôte privilégié du conte et du rêve. Il s'abreuve à une source qui lui offre des aventures dont sa personnalité naissante se nourrira. Quand il grandit, il découvre que la société est régie par des règles qu'il ne peut pas méconnaître sans risque. Ce sera l'heure du calcul grâce auquel il doit penser, c'est-à-dire peser - les deux mots sont étrangement proches - le prix des choses s'il ne veut pas les payer plus cher qu'elles ne valent. Tel est le sens qu'avait à l'école primaire d'autrefois les fameux problèmes de trains, robinets et épicerie.

L'enfant découvre en outre une vertu nouvelle : la *responsabilité*. Elle le libère du mirage où l'avaient entretenu des parents sur lesquels il pouvait exercer le pouvoir de la plainte, du cri ou du charme. Il fait avec elle l'apprentissage de sa fragilité. Quand il traverse la rue, l'inattention peut lui coûter la vie ; l'indiscipline ou la paresse à l'école compromettra son avenir. Bref, l'acte le plus innocent peut avoir des conséquences tragiques. Cette raison dont le rôle est éminemment pratique suppose vigilance face aux mille mailles dont le tissu du monde est fait. Il comporte des limites dont l'oubli serait fatal.

De plus, la société des hommes n'est pas seulement ordre et lois. Elle comporte aussi des changements imprévus, surprises, mensonges et faux-semblants. Autant de pièges que la méfiance et la réflexion permettent d'éviter. La raison, arme du quotidien, est critique. En philosophie, elle portera des noms divers : réalisme, empirisme, pragmatisme. Tous renvoient au respect du monde. On les retrouve aujourd'hui dans le « principe de précaution » dont la société du XXIème siècle que le vertige du progrès grise moins, redécouvre les mérites.

Ce devoir de prudence avait trouvé chez Aristote, le plus célèbre des philosophes grecs, une illustration qui dominera les siècles. Tout être pour lui se compose de forme et de matière, de règle et d'accident, il contient donc une part d'ombre qui résiste au savoir et à la raison. Seule, l'expérience permet de l'appréhender avec justesse. Il en va de même dans l'action humaine. Elle n'atteint son but qu'à condition de respecter ce que les Grecs appelaient le « kairós », à savoir le moment opportun, l'occasion que doit saisir celui qui veut réussir. La plus louable des ambitions si elle s'engage à contretemps est vouée à l'échec. L'homme politique le sait bien. C'est pourquoi le héros grec par excellence, ce n'est pas Achille, guerrier courageux mais excessif et imprudent. C'est Ulysse, aventurier réfléchi. Il n'est pas riche en savoir, mais « fertile en ruse » . Seules, la connaissance des êtres, l'adaptation aux circonstances, la patience dans l'épreuve lui permettront de sortir vivant de son affrontement avec la mer – il se fait *sagement* attacher au mât de son navire pour résister aux chants des sirènes – et avec les dieux .

Rome, héritière d'Athènes, pratiquera elle aussi avec le stoïcisme, dont certains de ses empereurs donneront l'exemple, une sagesse très voisine . Face au monde, la passion emportée, excessive, inassouvie, bref, la démesure sont mortelles. La seule arme, c'est la maîtrise de soi. Pratiquée par un peuple qui pouvait se croire le maître du monde, son prestige sera si grand qu'elle tiendra tête pendant des siècles au christianisme lui-même.

On comprend dans ces conditions la carrière impressionnante qu'aura, dans le langage et dans les mœurs, la vertu du *raisonnable*. Dans une vie courte et fragile, elle est la seule réponse possible. Suffisante pour se conduire ici-bas, elle laisse à la religion le soin d'affronter l'au-delà... avec l'aide des dieux.

Cependant, cette raison au quotidien faite de précaution, de prudence, de mesure face à un monde hostile gardait une allure timide et défensive. Elle était une arme contre l'erreur ou la faute. Elle n'était pas maîtresse de vérité.

Le surgissement du rationnel.

Il faudra attendre la Renaissance en Europe pour que sonne l'heure de son éveil. *Ce sera l'avènement du rationnel*. Certes, les deux mots ont la même racine. *Ratio* en latin signifie relation, proportion, calcul, évaluation ; en anglais, *rate* deviendra taux, intérêt de l'argent. Mais, ils sont, remarquons-le, de sexe différent. Tandis que le *raisonnable* est le rapport entre une raison modeste et le monde auquel elle se soumet, le *rationnel* renvoie, lui, à un rapport de la raison... à elle-même. Eprise de sa

propre clarté - songeons à la limpidité du « Je pense » de Descartes, qu'accompagne l'ivresse mathématique -, elle se donne pour mission d'amener l'être obscur à la lumière. Elle l'analyse, le décompose en ses éléments, l'oblige à révéler les lois cachées qu'il dissimule. Et le champ qui s'offre à son investigation est sans limite. Il va de la matière à la vie, à l'homme (individu et société) et jusqu'à Dieu lui-même.

A cette raison conquérante, c'est Platon, autre immense philosophe grec, qui avait ouvert la voie. Mais une différence radicale l'opposait à Aristote qui avait été son disciple. Tandis que celui-ci s'intéressait en priorité au monde et à ses formes multiples offertes au regard, le maître s'attachait aux Idées situées dans un au-delà, hors de l'espace et du temps. *Celles-ci ne se voient pas, elles se pensent.* Et à condition de tourner le dos au monde sensible où règne la confusion et le désordre qui en interdisent l'accès.

La déraison totalitaire

Dernier fait plus original encore. *L'opposition entre le sensible et le rationnel, entre l'ici-bas et l'au-delà avait eu chez Platon sa source dans un drame où s'étaient affrontées la philosophie et la politique.* Jeune, il avait assisté à la condamnation à mort par des politiciens sans scrupule de son maître Socrate, épris de vérité et de justice. Et cette mort avait signé à ses yeux à la fois le glas d'Athènes, sa cité et le destin immortel de son héros. Toute sa vie qui sera longue, il gardera la mémoire de ce drame et consacra ses deux dernières grandes œuvres à la *République* et aux *Lois*. Elles sont comme la revanche de Socrate. La cité doit en effet obéir au Sage qui lui impose l'ordre de la raison même si celui-ci contredit la nature, telle par exemple par delà la famille, la communauté des femmes et des enfants. Qu'importe si le sort de la cité est à ce prix.

Le divorce entre Platon et Aristote, le prestige du rationnel et le respect du raisonnable allaient marquer l'Europe au cœur. A quoi s'ajoute un fait d'histoire qui mérite réflexion. Si à Athènes l'éclat de la culture a été sans égal, son destin politique a été beaucoup moins glorieux. Comme si la pensée de Platon n'avait trouvé au sein des autres cités grecques qu'un écho incertain sur lequel pèsera l'ombre du doute et du malheur.

En fait, la réalité à laquelle conduira une raison conquérante, impérieuse, éprise d'ordre et d'absolu, ce sera la *société totalitaire* acharnée à se libérer de la pesanteur que la nature fait peser sur elle. En Europe au XVIII siècle, elle franchira une étape décisive lorsque Jean-Jacques Rousseau verra dans un Contrat

purement social le moyen d'unir les hommes sans les priver de leur liberté. Aujourd'hui, elle en franchit une autre lorsqu'elle déclare la guerre aux contraintes que leur condition politique, économique, sociale, sexuelle leur impose. Il faut la briser car elle est source de dépendance et entrave la liberté.

L'utopie, ce rêve d'un monde hors d'un temps où seul règne la rationnel avait inspiré certaines hérésies chrétiennes au Moyen Age. Mais il faudra attendre le XXème siècle pour que mythe prenne corps et donne naissance à une société qui se vaudra à la fois réelle et radicalement nouvelle. Ce sera l'exploit mortel du communisme et du nazisme qui mèneront l'Europe au gouffre.

Il est bien difficile, en effet, de ne pas voir dans ce défi lancé à la nature une sorte de caricature de celui que, depuis des temps immémoriaux, les religions lançaient à la mort. L'ici-bas que le rationnel prétend inonder de sa lumière prend le visage de l'au-delà. Alors que le raisonnable respecte les limites du monde qu'il tient pour fini, la technologie, son arme par excellence, renvoie au contraire la nature, par delà les formes qui la peuplent, à son origine en quelque sorte pré-naturelle. Elle est alors emportée par le vertige de l'infiniment grand et de l'infiniment petit, l'immensité insondable de l'espace et du temps qu'elle tente de surmonter, la violence d'une énergie explosive et destructrice au cœur de l'atome qu'elle s'applique à maîtriser, etc.

Une alliance explosive

Avec elles, les *formes* dont la vue ravissait le Grec cèdent la place à des *forces* dont l'origine mal connue et les effets redoutables imposent à l'homme une vigilance de tous les instants.

Au monde *idéal* et lointain de Platon succède une *idéologie* agissante, ambitieuse pour qui, de la matière à la société humaine, règnent des forces dont Marx, en philosophe, croira voir émerger la raison. Or, on sait de quel prix d'illusion et de mort, cet espoir d'un salut technique et laïque se paiera.

Son échec a mis au jour une évidence. L'avènement d'une société parfaite, version rationnelle d'un paradis religieux, suppose comme ce dernier une rupture rédemptrice entre le passé et l'avenir, l'ici-bas et l'au-delà. Si celle-ci vient à tarder, il convient de l'anticiper. C'est ainsi que la Révolution française guillotina Lavoisier, Chénier et éliminera Condorcet. Quant à Staline, il instruira des procès, sorte de caricature du Jugement dernier, qui conduiront à la mise à mort de coupables.

Cette soif d'un absolu réalisé dès ici-bas témoigne ainsi qu'au cœur de la paix et du bonheur raisonnables que, selon les philosophes du XVIIIème siècle, le

travail et le commerce devaient générer, a survécu un appétit de salut que l'on croyait à jamais éteint. Cette présence du religieux dans l'économie explique d'ailleurs que le communisme ait vu le jour en Russie, patrie d'un christianisme orthodoxe où l'Eglise et l'Etat, vivant en relation étroite, avait inspiré au croyant un sens commun du sacrifice et de la mort.

Fait non moins révélateur mais qui surprend davantage, elle est également présente dans le libéralisme qui se considérait pourtant comme son plus farouche adversaire. Le protestantisme sévère où il aura sa source lui a conféré une forme qui ne l'était pas moins. Certes, le salut qui le soucie n'est pas collectif mais individuel. Certes encore, il relève d'une décision souveraine de Dieu non des mérites du croyant. Mais, le succès économique qui couronne l'effort et le travail peut être ressenti comme une promesse de salut.

De même la dimension religieuse se retrouve dans trois des traits les plus originaux de l'entreprise capitaliste. Elle se présente comme une aventure exposée à des risques contre lequel l'assistance humaine ne peut la protéger. Le client est un juge dont la décision d'achat libre et sans appel, s'il est négatif, peut entraîner sa mort. Elle est soumise à la loi impitoyable de la concurrence, c'est-à-dire d'une sélection, sorte de version sécularisée, de l'élection divine.

Cependant, il existera cependant une troisième voie qui sera beaucoup plus amène. Ce sera celle de l'Europe où le catholicisme avait laissé une empreinte profonde. Il y a favorisé la conception d'une société civile en proie au péché que l'Eglise et son clergé, porteurs de la grâce divine, viennent sauver de ses tourments. Et c'est en France que l'alliance du trône et de l'autel sera la plus longue. Mais quand elle se rompra, l'Etat devenu laïque fera siennes la mission et l'organisation d'une Eglise qui avait été longtemps sa partenaire. Il multipliera le nombre de ses agents. Se dotant de moyens considérables, il manifestera une générosité de droit sans limite.

Le culte d'un Etat auquel l'Anglais Thomas Hobbes donnera le nom resté célèbre de « Dieu mortel » s'accompagnera lui aussi d'une liturgie à caractère social et politique. Ce sera la compassion pour le chômeur, réplique du pauvre de l'Evangile, mais victime d'une société injuste, la révérence pour la culture et ses prêtres, l'appel, comme la prière au Dieu d'autrefois, adressé à un Etat tout puissant à temps et à contretemps, la contestation dans la rue de la loi votée par un Parlement « pharisien », indifférent aux malheurs du peuple, etc.

La France a ainsi poussé à sa limite la confusion entre le civil et le religieux, entre un Etat et une Eglise qu'il a prétendu remplacer. *Mais leur similitude va plus loin encore. Le fléchissement de la foi qui frappe l'Eglise n'épargne pas davantage l'Etat.* Comme toute religion en déclin, il n'est plus foi mais rites et lois. L'excès de raison étouffe la vie et désapprend l'avenir. C'est ainsi que la France privée de ses deux tuteurs, immobile et incertaine, hésite au bord de l'histoire. Et une bonne partie de l'Europe la suit de près.

* * *

*

Ce déclin est d'autant plus inquiétant qu'il survient au moment où se dresse le défi d'une mondialisation qui apparaît, au premier regard, comme un ultime délire de la raison.

Le défi de la mondialisation

Certes, l'ambition de transformer la planète en un ensemble à vocation économique sans obstacles ni frontières s'inspirait de deux exemples. L'Europe avait trouvé en elle un lien propre à unir ses peuples. Les Etats-Unis d'Amérique disposaient d'une monnaie et d'une langue devenus les instruments privilégiés d'un échange à la fois commercial et financier de dimension mondiale. L'un et l'autre illustraient la validité, la puissance, l'efficacité d'une raison capable de surmonter la diversité politique, culturelle, linguistique et religieuse de la planète. Ce rêve était prometteur. Servi par un système de communication instantané entre des milliards d'hommes, il a entraîné une répartition des tâches de production et de recherche dont le monde a tiré une croissance inespérée.

Mais celle-ci a d'ores et déjà ses ombres. Elles étaient d'ailleurs apparues dans l'Europe elle-même lorsque certains de ses membres avaient rejeté l'euro, sa monnaie commune. Aujourd'hui, le statut des monnaies américaine, européenne, chinoise entretient entre elles une rivalité qui témoigne de la résistance, par delà l'économie, de traditions politique, sociale, culturelle profondément différentes. A quoi viennent d'ajouter des faits nouveaux, par exemple la rareté de biens vitaux tels que l'eau ou la répartition géographiquement inégale des ressources en pétrole et d'autres qui ne le sont pas moins. Ils invitent leurs détenteurs privilégiés à une spéculation bien peu conforme à l'éthique du travail et du savoir à laquelle les autres peuples restent soumis.

C'est dire qu'au coeur d'une économie qui se prétend planétaire, la politique nourrie de passions et d'intérêts revendique dès aujourd'hui et avec force ses droits. Elle voit se reproduire à l'échelle de la planète une inégalité des chances, des talents, des conditions que l'Occident combat avec plus ou moins de succès depuis longtemps. Encore cette lutte n'a-t-elle été possible que parce qu'il disposait d'une arme, celle d'Etats à vocation régulatrice que d'ailleurs chacun a menée à sa façon et à son rythme.

Qu'en sera-t-il dans le monde du XXIème siècle ? Comment s'engagera-t-il dans une révolution sans précédent dans son histoire ? Où trouvera-t-il son guide sinon son maître ? Quelle instance disposera de l'autorité morale qu'il lui permettra de résister à des tentations qui reproduiraient à l'échelle de la planète celles qui, au XXème siècle, ont failli coûter la vie à l'Europe ? A ces questions la réponse est pour le moins incertaine

* * *

*

Une Europe exemplaire ?

Une chose en tout cas est certaine. L'utopie d'un rationnel qui, vainqueur de l'histoire, imposerait demain sa loi à la planète, tourne le dos à la raison grecque dont le précepte « rien de trop » condamnait la démesure. Il est vrai qu'elle ne pouvait imaginer le délire d'ambition auquel une cohabitation étroite et longue avec l'infini religieux allait la conduire et dont elle se grisa. Il aura fallu attendre le XXème siècle pour que deux guerres nées en Europe mais au retentissement mondial et génératrices de fulgurants progrès techniques, condamnent des dizaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants à la moins raisonnable des morts.

A ses débuts la science inventoriait paisiblement le monde. *Or, elle s'est transformée en une arme décisive dans le combat entre l'homme et son plus redoutable ennemi, son semblable.* La poursuite du bonheur cède la place à l'impératif du salut, la joie de vivre au devoir de survivre. Nations, entreprises, laboratoires rivalisent âprement car au-delà du savoir, il y a le pouvoir. Et cet affrontement risque de s'aggraver sur une planète où la rareté s'accroît.

Si elle veut résister à l'emballement planétaire qui la menace, l'espèce humaine doit attendre non plus de la nature qu'elle a vaincue, mais d'elle-même la capacité de régulation et de modération qu'elle a perdue. Elle n'y parviendra qu'à la condition de rompre le lien fatal que l'économie a noué avec l'absolu, l'ici-bas avec

l'au-delà. De ce mélange entre le fini et l'infini, il ne peut sortir qu'un « indéfini » sans visage, ni promesse. Il lui faut rendre à la terre et au ciel, à une nature défigurée et une raison déraisonnable, le respect que chacune, dans son ordre, mérite.

Tel est le sens qu'il convient, semble-t-il, de donner aux propos du pape Benoît XVI lorsqu'il rappelle que raison et foi se grandissent lorsqu'elles se respectent et s'abaissent quand elles se combattent.

C'est ici que le destin de l'Europe pourrait prendre un cours nouveau. Au terme d'une jeunesse qui aura été longue, querelleuse, orgueilleuse et dissipée et que l'Amérique tente de prolonger, elle a montré, mais aussi hélas ! gaspillé ses forces. Il reste qu'héritière d'Athènes et de Rome, de la sagesse et de loi, forte de la leçon qu'elle tirerait de ses dévoiements passés, elle peut rappeler au XXIème siècle l'urgence et la voie d'un retour à la raison. Après avoir conquis, inventé, dépensé et parfois détruit, elle rendrait au mot grec et profond d' « économie », sa force et sa beauté.

Qu'elle y parvienne et elle redeviendra un exemple. Rome a duré parce qu'elle s'est souvenu d'Athènes. Le monde du XXIème siècle durera s'il n'oublie pas l'Europe.